L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE 1865. | Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 6 SEPTEMBRE.

☞ Les dames achètent leurs belles chaussures chez DRAKE & MARKHAM, 56, Camp, Nile-Orléans.

ANNONCES
De la deuxième page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les Avis du shérif et des cours.

Nouvelles maritimes.

Pour la liste des arrivages et des départs cette des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

FEUILLETON.
Pour la feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.
Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par G. Lesaumont—à son magasin d'encan, bottes, brodequins, souliers, chapeaux, habillements d'hiver et chemises.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, 56 balles de coton.

Par Wm H. Bunnell—11 rue Carondelet, une facture d'argenterie de table.

Par E. Gutierrez—à 10 heures, rue Urselines, entre Johnson et Galvez, le fonds d'une épicerie.

Par G. Lesaumont—au No 61 de la rue de Chartres, halle d'olive.

Par Hoffman & Menke—au No 56 de la rue de Chartres, marchandises sèches et liquides.

L'organisation du Congrès.

Les journaux radicaux commencent à se préoccuper de la question de savoir si les 84 représentants du Sud en arrivant à Washington ne seront pas admis de plein pied à prendre leurs sièges dans la Chambre sur la simple présentation au greffier de leurs certificats d'élection. Comme la vérification des pouvoirs ne s'effectue qu'après l'organisation de l'Assemblée, il s'en suivrait que les représentants du Sud, s'ils étaient ainsi admis provisoirement sur le rôle, prendraient part à l'élection du président et du bureau. Lorsqu'on procéderait à la vérification des pouvoirs, ils seraient également admis à voter sur l'admission les uns des autres. Par exemple, les quatre envoyés de la Louisiane recevraient l'appui des 80 autres représentants des Etats dits insurrectionnels. Or, cet appoint formidable, ajouté aux voix du parti démocrate et à celles des républicains conservateurs qui se rattacheraient au programme de reconstruction de l'administration actuelle, donnerait probablement la majorité aux partisans de l'admission pure et simple.

C'est là le danger que M. Wendell Phillips, le fameux agitateur négrophile, a signalé à son parti dans un discours récent. Il a exprimé la crainte que le greffier, M. McPherson, ne se laissât influencer par l'administration au point d'admettre sur le rôle de la Chambre le nom de tous les représentants du Sud qui se présenteront avec les certificats d'élection de leurs gouverneurs respectifs.

Les craintes de M. Phillips ne sont pas partagées par tous les hommes de son parti. L'*Agate* le correspondant à Washington de la *Gazette* de Cincinnati, ne veut pas croire que ni l'administration, ni M. McPherson soient disposés à bourrer ainsi la Chambre d'envoyés rebelles, mais comme s'il n'était pas bien certain de ce qu'il avance, il invoque pour se rassurer des arguments légaux, arguments bien pauvres comme on va en juger.

La loi, dit-il, prescrit "que le greffier de la Chambre préparera un rôle et y inscrira les noms de toutes les personnes et seulement des personnes dont les pouvoirs montreront qu'elles ont été régulièrement élues, en conformité avec les lois des Etats-Unis."

Soit ce il est clair :

1o. Qu'aucune loi des Etats-Unis n'autorise l'élection de représentants dans aucun des Etats insurrectionnels.

2o. Qu'aucune loi d'aucun des Etats n'autorise la tenue d'une élection sur l'appel d'un "gouverneur provisoire" et d'un un grand nombre de votants législateur reconnus (les rebelles qui n'ont pas prêté le serment) sont exclus.

Comment donc pourrait-on placer sur le rôle aucun nom de ces Etats?

L'écrivain en conclut qu'aucun des membres envoyés par les Etats insurrectionnels ne sera admis dans la Chambre "jusqu'à ce qu'une majorité de *nos* représentants [ceux du Nord] votent pour les admettre."

Nous ignorons, quant à nous, quelles sont les dispositions du greffier, M. Pherson, mais ce qui nous semble clair c'est que le texte de loi cité plus haut lui impose le devoir impérieux de placer sur le rôle de la Chambre les noms de tous ceux qui lui présenteront des certificats réguliers d'élection.

Aucune loi des Etats-Unis n'interdit l'élection de représentants dans aucun des Etats dits insurrectionnels, et cette élection peut y avoir lieu en vertu de la même loi qui autorise une semblable élection dans les Etats de l'Est, de centre ou de l'Ouest.

Quant à la question de savoir si un gouverneur provisoire a le droit d'ordonner une élection de représentants, c'est une question dont chaque Etat lui-même est seul juge. Le greffier de la Chambre n'est pas compétent pour le soulever ni pour la décider. La seule chose qu'il ait à examiner pour enrôler le nom d'un représentant, c'est la forme du certificat d'élection et la signature du gouverneur. Or, si le gouverneur est reconnu comme tel par le chef du pouvoir exécutif le greffier ne peut méconnaître son autorité. La meilleure preuve que le greffier n'est pas juge du fond, mais simplement de la forme, c'est qu'après l'admission des membres sur le rôle, la Chambre n'en procède pas moins minutieusement à la vérification des pouvoirs de chacun d'eux.

Les précédents en pareille matière ne manquent pas. C'est ainsi qu'on a admis à siéger les membres de l'Etat fractionnel de l'Ouest-Virginie et bien d'autres. Pour indiquer jusqu'où peut aller l'abus en pareil cas, nous rappellerons la fameuse élection Riddell Field-Cottman, dont personne n'ont connaissance à la Nouvelle-Orléans avant que les journaux du Nord eussent informé le public que MM. Field et Cottman se présentaient au Congrès comme représentants de la Louisiane, en vertu d'un certificat à eux délivré par M. Riddell, s'intitulant gouverneur élu du peuple de cet Etat. C'était, si nous ne nous trompons, dans l'hiver de 1863. Il n'y avait rien de sérieux dans cette prétention. Néanmoins, sur le vu du certificat de ce prétendu gouverneur, le greffier de la Chambre admit sur le rôle ces deux messieurs qui prirent part à plusieurs votes et touchèrent leurs droits de route et leur salaire, avant que la Chambre procédât à la vérification de leurs pouvoirs, vérification qui aboutit nécessairement à leur expulsion.

Cela suffit pour montrer que le rôle du greffier se borne à une pure formalité, et qu'il ne pourrait prendre sur lui la responsabilité de rejeter les certificats de 81 représentants dont les titres seraient reconnus en principe comme valables par le chef du pouvoir exécutif.

Mais supposons qu'il agisse autrement et que, contrairement au texte de la loi, aux règles de l'équité et aux conseils de la prudence, il rejette arbitrairement du rôle les noms des 84 représentants du Sud. Que s'en suivrait-il? Un conflit, une scission dans le Congrès des Etats-Unis. Rien n'empêcherait, en effet, les membres démocrates et conservateurs du Nord de se réunir aux membres du Sud et de former ainsi une assemblée composée de la majorité des représentants élus de toute l'Union. Ayant l'appui de l'administration, cette assemblée prendrait possession de la salle du Congrès et procéderait spécialement par son attitude la minorité radicale à venir à composition. On emploierait ainsi un moyen qui n'aurait rien d'inconstitutionnel. Mais il est très évident que la majorité du Congrès ne pourrait se soumettre à un acte arbitraire d'un greffier qui aurait pour effet de laisser le pouvoir entre les mains d'une minorité des membres de la salle.

Pour sortir heureusement de ce pas difficile, il faut que le Sud sache se ménager par ses choix l'appui de l'administration. Ainsi ne nous exposons-nous, sans rien abandonner des principes ni des droits que nous revendiquons, de recommander aux populations la patience et la modération. Le nouveau champ de bataille doit être l'arène parlementaire. Qu'on y songe, si nous ne parvenons à y faire entrer nos champions, nous resterons pieds et poings liés à la merci de nos ennemis implacables qui ne se feront pas scrupule de consommer notre ruine et de donner au Sud le coup de grâce.

Nouvelles télégraphiques.

(Télégrammes du 3 et du 4 septembre)

Dans beaucoup de cas, WILL n'avait pu donner que le nom de ses témoins et celui des Etats où ils résidaient, sans pouvoir indiquer les villes ou les comtés où ils pourraient être trouvés.

A Macon, Georgie, le général Wilson détacha quelques officiers de son propre état-major pour assister M. Emerson. A Cuthbut, le colonel Adams détacha aussi quelques officiers pour l'aider dans ses recherches. Le résultat a été qu'après avoir visité tous les Etats désignés par WILL M. Emerson a réussi à citer tous les témoins désignés moins deux, et quatre on cinq qui ont fait un Europe.

Prise de la moitié contrefondu à la citation et attendant le tour pour déposer sur le bon caractère du prisonnier.

Le général Lee écrit une histoire de la guerre.

William Allen, de Richmond, le plus riche habitant de la Virginie, a été pardonné.

Les troupes espagnoles ont complété l'évacuation de Santo Domingo.

Le département du Trésor a émis pour près de deux millions et quart de circulation la semaine passée. Le grand total jusqu'à ce jour est de 17[illegible] millions.

Prise de sept millions en certificats ont été rachetés dans le courant de la semaine.

Ed. Ketchum a comparu devant le juge Hogan. Il a montré le même calme et le même sang froid qu'au moment de son arrestation, et a semblé promettre ses regards avec dédain sur la cour et sur toute l'audience.

Il a demandé un ajournement motivé sur l'absence de son avocat.

L'affaire a été renvoyée à lundi.

Le feu a détruit 500 barils d'huile contenus dans le réservoir d'Anderson, Pennsylvanie. Quand la citerne a éclaté les flammes ont couvert à l'instant l'espace d'un acre. Machinée et raffinerie ont été détruites.

Le *Post* dit qu'on serait avec confiance une proclamation du président pour la restauration de l'*habeas corpus*.

Mme Mallory, femme de l'ex-secrétaire de la marine rebelle, est allée voir le président pour lui demander la mise en liberté de son mari.

Les avis de l'île de Port au Prince disent que les forces du gouvernement ont comprimé à Cayes un mouvement insurrectionnel ayant pour but d'aider les rebelles au cap Haytien.

Jullrard a envoyé une commission pour examiner l'état de l'armée qui ravage la ville du cap. Le rapport est très favorable et la commission se prononce pour un blocus rigoureux de la garnison rebelle.

Sept steamers et trois navires à voiles sont à la disposition du président pour rendre le blocus effectif.

D'un arrivage de Liverpool on a reçu des dates d'Europe jusqu'au 21.

La paix a été conclue entre l'Autriche et la Prusse.

Le 21 les ventes de coton à Liverpool ont été de 25 000 balles, le marché était plus ferme à la clôture.

Il y a beaucoup d'excitation à Vicksburg parmi les militaires par suite de la rumeur qui s'est répandue que le président Johnson soutiendrait le gouverneur Sharkey contre l'ordre du général Sheridan.

On croit généralement que le général Sheridan a offert sa démission.

Autres Nouvelles par l'Ouest.

Nous trouvons dans les journaux de l'Ouest des 29 les dépêches complémentaires qui suivent :

Washington, 22 août.—On rapporte que la conduite du général Carl Schurz, qui voyage maintenant dans le Sud par ordre du gouvernement, n'a pas l'approbation du Président, et l'on pense qu'il ne se hâtera pas de retourner à son poste contre lui qu'il adresse aux journaux du Nord les impressions de ce qu'il a vu et publie des opinions sur la politique qu'on devrait suivre à l'égard des Etats du Sud, au lieu de faire son rapport directement au département de la guerre pour l'instruction du Président.

Benjamin C. Freeman, un des correspondants du New York *Times*, a été désigné par le Président pour aller faire une tournée confidentielle dans les Etats du Sud et en partira demain.

On n'a pas encore distribué les récompenses promises pour l'arrestation de Booth et de Jeff Davis. Cette affaire est encore soumise à l'examen du juge Holt qui fera bientôt son rapport, dit-on.

Le *Richmond Republic* d'hier, dit que le tabac en feuilles arrive en abondance de la Virginie et de la Caroline du Nord au marché de Richmond.

Le *Richmond Times* dit qu'on fait courir dans cette ville une liste de souscriptions pour venir en aide à Mme Davis et à sa famille qu'on dit dans la gêne. La tentative a été bien accueillie et jusqu'ici les souscriptions ont été très libérales. On lèvera probablement assez de fonds pour subvenir à tous les besoins de cette famille.

Cairo, 28 août.—L'archevêque catholique de St. Louis, par une lettre circulaire, enjoint aux membres de son clergé de ne pas prêter serment à la nouvelle constitution d'Etat qui est contraire à la liberté ecclésiastique.

Une partie des Episcopaliens de St. Louis, les Presbytériens, les Baptistes et Méthodistes s'opposent aussi avec beaucoup d'énergie au nouveau serment.

Nouvelles du Mexique.

Nous trouvons ce qui suit dans une correspondance de la Vera Cruz au *New York Herald* :

Señor J. M. Calvo, ministre des finances de Maximilien, informe les porteurs de bons Jecker qu'à partir du 20 il sera prêt à payer ces bons jusqu'à concurrence de $333,333, pourvu qu'ils soient présentés au Trésor avec une déduction de 16 2/3 pour cent.

Un courrier, arrivé le 13, a annoncé que la ville de Zongolica, Etat d'Orizaba, s'était prononcée contre l'empire. Toutes les forces impériales d'Orizaba sont parties pour attaquer Zongolica, et le peuple craint que pendant leur absence le parti libéral ne fasse un soulèvement contre l'empire.

Par l'*Estafette* qui se publie à Mexico, nous apprenons que les autorités sont résolues à envoyer un agent officiel au gouvernement à Washington, pour connaître l'attitude que les Etats-Unis comptent garder à l'égard du gouvernement mexicain, remarquant qu'un franc ennemi vaut mieux qu'un faux douteux.

Chanzy vapeur français qui arrive amène de nouvelles portions des 100,000 hommes appelés par Napoléon.

L'ambassadeur de Maximilien en Europe est revenu par le steamer de la Havane à la Vera Cruz.

Les dernières nouvelles de Brownsville disent que le général Steele a donné à Cortina l'ordre de restituer à leurs légitimes propriétaires tous les chevaux et mules qu'il a pris.

PROJETS BELLIQUEUX.—Le *World* et le *News* semblent avoir le monopole des confidences du gouvernement sur ses intentions belliqueuses.

Le *News* n'a fait une spécialité de la guerre avec le Mexique. Voici le *World* qui nous annonce un conflit probable avec l'Espagne.

Qu'il pas appris sans s'émouvoir dans les régions officielles de la capitale, les mouvements hostiles de l'Espagne contre St Domingue. On croit généralement que le gouvernement s'opposera par la voie diplomatique à toute tentative d'agression par l'Espagne et qu'il prendra possession des forces plus efficaces pour protéger les Dominicains. La conduite du gouvernement espagnol envers St Domingue, au commencement de notre guerre civile, n'avait pas provoqué de protestation de la part des Etats-Unis, mais maintenant que la guerre civile est finie, il y a lieu de espérer que toute nouvelle invasion d'une contrée amie par les forces de l'Espagne, ne serait pas tolérée par notre gouvernement.

LE DAILY NEWS.—M. Benjamin Wood, qui avait cédé sa place à M. John Mitchel, comme rédacteur en chef du *Daily News*, reparaît sur la brèche. Il déclare au public que "la guerre n'est pas finie et qu'il y a encore bien des combats à livrer, à propos de grandes questions et de puissants intérêts. Pour faire avec honneur les campagnes de l'avenir, il faut que les amis de la liberté et de la justice serrent les rangs et forment une solide phalange, que les sentinelles soient vigilantes et fidèles à leur poste."

—Nous lisons dans l'*Abbaye* du 27 juillet :

"Il est peut s'encorgentiller de renfermer dépuis en main dans ses mains ses *bachelières* meilleures.

"Mlle R....., qui se préparait à l'examen du baccalauréat, l'a passé en moins avec un succès complet.

"On remarque que Mlle R..... va suivre les cours de l'école de médecine et qu'elle a l'intention d'exercer plus tard la profession de médecin."

LE MASSACRE DES INDIENS.

Nous trouvons dans le *Gazette* de Cincinnati le témoignage officiel suivant à propos du massacre d'Indiens inoffensifs par le colonel Chivington :

Fort Lyons, Colorado.

"A compare devant moi le lieutenant James Olcott, de premier escadron de cavalerie du Colorado. Après avoir prêté serment, il a déclaré et signé ce qui suit :

"J'ai été présent au massacre des Indiens à Sand Creek par le colonel Chivington. Pendant le massacre, j'ai vu trois femmes et cinq enfants prisonniers aux mains de quelques soldats. Tandis qu'on les emmenait, le lieutenant Harry Richmond s'est approché d'eux, et a tué et scalpé les trois femmes et les cinq enfants, au moment où j'ai demandé grâce. Les soldats considéraient le tout de sang froid.—*James Olcott.*

"CHARLES WHEELER, adjudant."

FRANCE.

L'empereur Napoléon III a quitté Plombières le 29 août pour se rendre au camp de Châlons. Sur le parcours S. M. s'est arrêtée à Remiremont, à Epinal et à Nancy pour revoir les sauvetés. Une foule immense s'était portée spontanément aux environs des gares pour acclamer l'empereur. A Nancy, le train impérial a été couvert de fleurs lancées des maisons et des quais longeant la voie, dans la traversée des faubourgs.

Le soir arrivée à Mourmelon, à 5 heures, Sa Majesté a été reçue par S. E. le maréchal Niel, commandant en chef, à la tête de son état-major. L'empereur est monté immédiatement à cheval pour se rendre au quartier impérial.

La traversée de double haie de troupes de toutes armes formées sur son passage, Sa Majesté a reçu l'accueil le plus sympathique et le plus chaleureux. Pendant son séjour au camp, qui sera de quelque durée, l'empereur est accompagné des généraux de division Lebrat, Prissey, et des généraux de brigade Castelnau, Comte Lepic.

Le maréchal Randon était également au camp de Châlons, et Abd-el-Kader devait s'y rendre (?) supposait que l'empereur partirait le 30 pour Biarritz.

A propos de la fête du 15 août, le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets la circulaire suivante :

Paris, 10 août 1865.

Monsieur le préfet, dans peu de jours les populations salueront de nouveau la fête de l'empereur. Elles attendent impatiemment cet anniversaire national dans lequel la France entière aime à manifester avec tout l'élan de sa reconnaissance, l'attachement qu'elle a voué à son souverain et à la dynastie glorieuse de Napoléon.

Préparez, monsieur le préfet, l'organisation de cette fête. Pour qu'elle réponde aux sentiments du pays, concertez-vous avec les diverses autorités de votre département. Arrêtez ensemble le programme des cérémonies officielles et des réjouissances publiques. Je vous recommande surtout d'appeler l'attention des administrations municipales sur les secours à distribuer aux indigents, car le meilleur moyen de toucher le cœur de l'empereur est de secourir la misère et de soulager l'infortune.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'intérieur,
LA VALETTE.

Une circulaire analogue a été adressée aux évêques.

LES ELECTIONS MUNICIPALES
En France.

Le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets la circulaire suivante :

Paris, le 1 août 1865.

Monsieur le préfet,

Les élections municipales sont terminées. Les communes de l'empire ont renouvelé leurs cadres, et le pays peut, dès à présent, apprécier quel a été le caractère général de cette importante expression du suffrage universel.

Fidèle à la règle qu'elle s'est tracée, l'administration s'est maintenue à la même hauteur et a mis toute la régularité et la sincérité du vote. Toutes les fois que des questions douteuses se sont élevées, elle n'a pas hésité à les trancher dans le sens de l'exacte et la plus large de droit électoral ; partout les électeurs ont pu, avec une entière indépendance, produire leurs candidatures, former leurs listes, distribuer leurs bulletins ; partout les fonctions qui pouvaient se concilier avec le respect de la loi leur ont été loyalement ouvertes.

Je pays a répondu, par son attitude et par ses votes, à la légitime attente du gouvernement. Les électeurs se sont faits avec un calme admirable aucun désordre n'a nécessité l'emploi de la force publique pour assurer l'exécution de la loi, on peut proclamer hautement le fonctionnement paisible du suffrage.

En présence de l'épreuve qui vient de se accomplir, et à laquelle le pays entier a pris part, lorsqu'un même jour on a vu, dans 37,000 communes, plusieurs millions de citoyens se porter aux urnes, il est bien légitime de repousser avec indignation la violence ou la corruption qui veulent altérer cette libre pacifique et loyale ; le gouvernement de l'empereur a le droit de se réjouir, il peut proclamer, avec un juste orgueil, que la France vit et marche sous l'égide de ces deux principes qui lui ont toujours été chers : l'ordre et la liberté.

Mais le fait dont je me plais particulièrement à me féliciter avec vous, monsieur le préfet, c'est que je tiens à signaler ici et qui a le plus profondément touché le cœur de l'empereur, c'est que cette même expression du sentiment de concorde qui, à considérer les élections dans leur ensemble, en a été le trait distinctif.

Un tel désir de conciliation, inspiré par ce bon sens pratique qui domine les théories, a, dans la presque unanimité des communes, guidé les choix sur lesquels se sont réunies les préférences électorales. Si, par quelques points, des esprits ardents, plus enclins à abuser de la liberté qu'à en seconder le progrès paisible et régulier, ont essayé de fausser le sens de nos institutions et d'entraîner les électeurs sur le terrain politique, ces tentatives sont restées isolées et presque toujours ont été frappées d'impuissance.

Partout ailleurs, le débat s'est maintenu dans la sphère des intérêts municipaux, et, malgré la variété des dénominations locales, on a vu les électeurs se rapprocher, on les a vus s'offrir et se concéder des transactions réciproques qui ont souvent rallié à une même liste, représentation équitable de tous les intérêts, les opinions d'abord divergentes. Cette tendance à l'accord, juste manifestation du bon sens des populations rurales, a été le caractère et honneur de ces élections de 1865.

Usant de leur droit de choisir, aucun n'a voulu ajouter pour eux l'autorité des services rendus. Les maires et les adjoints se sont présentés au suffrage des électeurs et leur ont proposé des votes. Il n'a fallu rien moins que l'on assistât à la polémique pour qu'on en soit venu à leur soustraire l'exercice d'une faculté aussi légitime, que le gouvernement n'avait ni le droit, ni le désir de leur refuser. Mais la pays a pris soin de répondre : dans les chefs-lieux de département, 8 maires seuls n'ont pas été élus ; dans les chefs-lieux d'arrondissement, 233 ont été élus, 23 seulement écartés ; enfin dans les chefs-lieux de canton, en regard de 1,363 maires élus, on n'en compte que 216 qui n'aient pas réuni un nombre de voix suffisant.

Je ne cite que les grands centres ; dans le reste de l'empire, la proportion des succès est supérieure aux résultats que j'indique. C'est ainsi que, dans l'immense majorité des communes, les électeurs, en maintenant ou en faisant entrer les maires dans le sein du conseil municipal, ont ratifié pour le passé, et devancé pour l'avenir le choix du gouvernement.

Le plus grand nombre des conseillers municipaux ont également obtenu le renouvellement de leur mandat. Dans quelques localités une part plus large a été faite à l'élément nouveau. Mais, ainsi que je l'appelais en circulaire du 25 juin dernier, les questions locales étaient restées en ce dans ce débat ; il ne saurait donc y avoir, aux yeux de ce gouvernement, ni vaincus ni vainqueurs.

Accueillons avec le même empressement les anciens et les nouveaux élus : ils me mettront au service des intérêts communaux une expérience déjà éprouvée ; les autres appelés à leur tour à porter la responsabilité des affaires, se prépareront des obligations qu'elle impose et des principes conservateurs qu'elle inspire. Que la pensée de conciliation qui a présidé aux élections leur survive et se perpétue parmi les conseillers municipaux !

Convier-les-leur, monsieur le préfet, tout sans exception, à s'unir pour défendre les intérêts de la commune dont ils sont désormais représentants, et à remplir ainsi les devoirs qu'ils ont contractés envers le pays et envers l'empereur.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'intérieur,
LA VALETTE.

—On lit dans le *Daily News* du 2 août :

"Encore une victime de la crinoline ! Hier, M. Bedford a fait une enquête sur le corps de Jeanne Mafford, âgée de dix-neuf ans. Jeudi soir, la crinoline de cette jeune fille a pris feu ; elle a été asphyxiée des cris affreux, et elle a été précipitée dans la rue. La foule s'est amassée autour d'elle ; bientôt la malheureuse s'est trouvée tellement enveloppée dans les flammes qu'il n'était plus possible de lui porter secours.

"Un membre du jury a fait la réflexion que la mode de la crinoline que les femmes continuent de porter, malgré tous les malheurs qu'elle a causés, est déplorable. Le coroner a ajouté : Malheureusement on ne parviendra pas à persuader aux femmes de s'abstenir de porter des crinolines. Le jury a rendu le verdict suivant : "Mort accidentelle par le feu."

NOUVELLES DE ROME.

Nous lisons dans un journal qui n'indique pas d'ailleurs la source à laquelle il puise ces renseignements :

On fait en ce moment grand bruit dans le monde religieux d'une mesure extraordinaire que prépare le Pie IX. Cette mesure serait d'une gravité et d'une importance telles qu'une feuille religieuse française, dans un de ses derniers numéros, a cru devoir se refuser à en parler. Voici ce dont il s'agirait :

Le pape, dans un consistoire secret, nommerait un prêtre et un évêque français, lesquels, revêtus de leurs insignes, se rendraient, sans être annoncés, dans la salle du conseil des ministres, et là, s'adressant à eux, leur ordonneraient de se mettre à genoux, et, leur donnant sa bénédiction, les déposerait de leurs fonctions, les excommunierait et les livrerait à l'exécration publique.

Cette mesure serait d'autant plus grave que, d'après ce qu'on assure, elle aurait été précédée d'une allocution pontificale, et l'on s'appuierait sur un fait que monseigneur Pacifici, le rédacteur habituel des discours que prononce Pie IX, est très affairé en ce moment. Si cette version était vraie, il faudrait s'attendre dans la prochaine consistoriale à une virulente sortie de Souverain Pontife. D'autres prétendent savoir qu'il s'agit d'un second tome de la fameuse encyclique, d'une telle intensité de feu, qu'il ferait plus loin encore que la première, et qui précipiterait l'infaillibilité dogmatique du foyer vers l'égoïsme et on ferait un énorme, prochainement comme on l'a fait de l'Immaculée Conception.

D'autres veulent que Pie IX, sentant dans une impasse, voyant arriver le moment fatal de la convocation du 15 septembre, ne soit déterminé à une résolution héroïque. A l'exemple du pape Célestin, prédécesseur du fameux Boniface VIII, il abdiquerait le pouvoir pontifical, afin que son successeur, nommé de son vivant et sous ses yeux, ne fut lié par aucun serment comme il l'est lui même, touchant les biens de l'Eglise.

Reste, merveille des merveilles ! le choix de Nouveau-Pontife pour un successeur serait prochainement arrêté. Il ne donnerait même sa démission qu'après une promenade secrète, signée de chaque membre du Sacré Collège, que les voix se porteront, devinez sur qui ? sur une illustration de notre époque, dont on ferait semblant tenant un prêtre et un évêque. On qui est certain, après ces bizarres hypothèses, c'est que les familles religieuses elles-mêmes, et nous le trouvons textuellement dans l'une des plus ardentes, dans l'*Union del l'Ouest*, c'est que tout le monde à Rome s'attend à de graves événements. Pie IX laisse échapper fréquemment quelques mots sur les éventualités de sa propre mort, mots qui, dans la bouche d'un orateur, de ses prélats familiers recueillent toujours des échos. Il paraît que si ne le fait plus d'allusions pour l'avenir.

FAITS DIVERS.

—La *Gazette de France* publie sur les causes du choléra une lettre de son correspondant d'Alexandrie, en date du 15 juillet.

Le correspondant donne l'épidémie, non-seulement à l'imprévoyance des autorités, qui, cette année, ont laissé débarquer à Suez, pour passer par le Caire et Alexandrie, les pèlerins musulmans revenant de la Mecque, à peu près tous atteints, mais encore à l'incurie de la police locale, qui, au lieu de les faire voyager, comme autrefois, par le désert, il signale une autre cause puissante de mortalité résultant de l'épizootie qui a ravagé le pays l'année dernière.

Figure toi, dit le correspondant de la *Gazette*, figurez-vous qu'il est entré en Egypte, dans l'espace de quelques mois, huit cent mille bœufs et autant de moutons, chèvres, chameaux, &c.....

Les trois quarts de ces animaux ont été jetés dans le Nil, dont l'eau est l'unique boisson, car, la fameuse de Moïse excepté, il n'y a pas une seule source en Egypte.

Au mois d'octobre dernier, les chiens paraissaient à Damiette à une rive à l'autre du Nil et à 400 mètres environ ; ensuite se mouiller les pattes sur un pont formé des cadavres des bestiaux. Des agences de la Compagnie de Finlhac de Nyon m'ont affirmé qu'il leur était impossible d'employer les filles d'Alexandrie pour l'entretien de leur canal d'eau douce. Le gouvernement égyptien n'ayant pas pris immédiatement des mesures à cet égard, leur entreprise se trouvait paralysée et les dollars amassés allaient recevoir de temps à autre quelque coup de baïonnette, dont ils ne font honneur quand c'est un chrétien qui les donne, que de creuser une fosse de quelques pieds à peine et y mettre les animaux morts de la maladie.

Nous détachons encore de cette lettre les deux passages suivants :

Dans la journée du 28 juin, il a régné sur la ville une chaleur de plomb ; toutes les volailles ont été asphyxiées dans les basses-cours, et on a constaté dans Alexandrie quelques cents insolations dépassant 40 degrés de R.

Il y a huit jours, un navire autrichien partait pour la Syrie avec 1,500 passagers malades et grecs. Avant d'arriver, on a été obligé de jeter 150 de ces malheureux à la mer, et on n'a voulu recevoir le reste dans aucun port.

—Un abonnement discuté pour savoir quels sont les meilleurs cadres immédiats du choléra. Ces cadres étaient offerts dans l'air ! Des médecins distingués ont soutenu l'affirmative, et d'après ce qu'on a vu à Paris, nous ne voyons pas qu'ils aient complétement tort. Des médecins étaient attachés à deux parties de viande pourrissant d'un même bœuf parfaitement sain. On a laissé séjourner une deux ballons en certain temps dans l'air, lorsqu'on les a fait redescendre, le quartier de viande qui était resté près de la cage ayant pris, et le singe qui était resté suspendu au dessus du village se sépargne par le choléra était complétement sain.

L'*Abeille* raconte la fin déplorable d'une dame brûlée vivante à la gare du chemin de fer de Liverpool.

"Mme Pigrott, femme d'un inspecteur de chemin de fer, demeurant à Londres, se trouvait à la gare de Liverpool avec son enfant, devant une cheminée pour se réchauffer ; un rideau, trop étendue par l'air, a une cheminée, prit feu. Mme Piggott s'est fait attention dans le jardin contigu à la gare, enveloppée de flammes et s'enfuit de son enfant.

Un inspecteur de chemin de fer, qui la vit dans ce triste état, s'empressa de la couvrir d'un paillasson pour pouvoir éteindre le feu. Son courage fut vaincu lorsque la vit qu'en couvrant le feu il allait étouffer la pauvre femme ; elle courut alors à l'inspecteur : "Sauvez-la ! sauvez-la !" lui disait-elle. Mme Piggott criait aussi d'une voix déchirante : "Sauvez-moi ! Pour Dieu ! ne me laissez pas mourir, pauvre moi !"

"Les enfants s'attachaient à l'inspecteur, le suppliant de sauver leur mère qui se débattait dans d'affreux souffrances. L'inspecteur la saisit par les bras et lutta avec elle pour la coucher à terre ; mais cette malheureuse femme, dans son agonie, résistait fortement, et la chair se détachait de ses bras !..... Le feu était si fort que les habits de l'inspecteur furent brûlés et sa poitrine et ses bras étaient couverts de brûlures, son chapeau de feutre et ses cheveux sont brûlés.

"Au premier moment, l'inspecteur avait appelé au policeman à son secours. Ce policeman était à la porte de jardin. "Au nom du ciel ! lui avait-il dit, secourez nous ; cette femme va mourir !" Mais le policeman n'était nullement disposé à pénétrer avant ne arrêter le feu qui brûlait le corsage de la robe, mais il n'avait pu en faire autant de la robe et des jupons, les cercles en fer de la crinoline, en brûlant ces mêmes l'ont aussi empêché. Un groupe de police, attiré par les cris des enfants, arriva et aida l'inspecteur à éteindre le feu entièrement.

"Transportée à l'hôpital, Mme Piggott a déclaré que c'était pendant qu'elle était assise près du feu qu'elle a vu ses enfants, un jeune garçon et une fille, que sa robe s'était approchée de la grille et s'était enflammée. Cette malheureuse dame est morte quelques heures après avoir fait cette déclaration. Son enfant, qui a reçu de nombreuses brûlures, a été porté également à l'hôpital avec un espoir on espérait le sauver."

—Le *Journal du Loiret* raconte que la ménagerie de Mr Schmidt a fait une grande perte à son passage à Beaugency. L'éléphant qui en faisait partie, Miss Fanny est morte ; on la disait âgée de cent trente ans.

Quelques jours après la perte de Miss Fanny, la ménagerie a été le théâtre d'une scène terrible. Le fidèle dompteur était dans la grande cage avec un lion et une lionne. Après leur avoir fait exécuter plusieurs exercices, il donna, suivant l'usage, de la viande à ces deux animaux. Tout à coup, le lion, animé par l'odeur de la chair, se précipita sur la lionne, la renversa et la mordit au cou. Les assistants effrayés de ce début, se manifestèrent bruyamment ; le sang coulait, plus il semblait s'animer ; son regard sinistre inspirait les craintes les plus sérieuses pour M. Schmidt.

Celui ne perdit pas un instant son sang-froid. Une longue de ses cravaches fermée, première moyen qu'il employa. Bientôt on lui passa un revolver ; il déchargea plusieurs coups sur le lion, qui ne s'en émut nullement ; il tomba toujours entre les deux un victime, qui paraissait presque sans vie.

Un grand trouble régnait dans la loge, les femmes désolées, tous ce tapage excitait peut être le lion.

Le personnel de la ménagerie se réunit autour de la cage, ils parlaient un cri ; M. Schmidt qui le fit pénétrer fort avec deux de ses gens, le lion, tenant que d'autres le frappaient à coups redoublés à travers les barreaux. L'animal finit de abord la dernière, et se précipita sur ses bourreaux. M. Schmidt, qui avait pu en ce moment se retirer, entraînant avec lui la lionne dans une cage voisine. Aussitôt une troupe les séparer du lion. Il était temps ; car déjà furieux il se retournait et, la gueule en sang, se précipitait sur ses victimes.

M. Schmidt n'en montra pas moins, cependant ; il a reçu les félicitations et les encouragements de plus hautement ; mais il était pâle et couvert de sang.

Le lyonnais est gouverné blanche.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

New York, 4 septembre.—Or 144 1/4. Coton ouvert à 42 cents.

Memphis, 4 septembre.—Le steamer Minnesota est arrivé de la Nouvelle Orléans avec 200 balles de coton pour St Louis.

Il y a 10 pieds d'eau dans le chenal à Shreveport.

Le coton se vend ici 2 36 cents. Marché languissant.

CIGARES DE LA HAVANE.—M. A. H. D'Olivet vient de recevoir un grand choix de cigares de la célèbre marque de la Hovana.—Voir l'annonce.

DAMEJEANNES ALLEMANDES.—A vendre par M. H. E. Dannedyk, No 111 rue Gravier.

Vin, *Vermouth et absinthe*.—A vendre par OSCAR SERCIER & CIE, 61 et 63, Vieille Levée. Voir l'annonce.

Dîner, *Rafraîchissements, etc*.—Voir l'annonce de A. ROCHEREAU & CIE, 16 et 18, St-Louis, qui ont reçu de Bordeaux par le navire *Graham's Folley* un grand assortiment de rafraîchissements et de vins.

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.

THERMOMÈTRE DE C. DEBRUEL, OPTICIEN, *No* 46, rue de *Chartres*.

Septembre 1865	Farenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	75	23
midi	77	25
3 heures du soir	76	24 1/2
6 heures	76	24 1/2

DÉCÈS DE LA PREMIÈRE HEURE.—Kate Cassidy, domeure à l'angle des rues Esplanade et Claiborne, et née dans le comté de Cork, Irlande, âgée de 25 ans.

Elle ne doute de la présence du personnel. Les circonstances ayant exigé qu'elle allât en ville, elle confia les clés de la maison à Marie Potter, son domestique, qui les donna à une autre personne, laquelle, par oubli, les emporta avec elle, en partant, par le départ, il signale une autre cause puissante de mortalité résultant de l'épizootie qui a ravagé le pays l'année dernière.

Figure toi, dit le correspondant de la *Gazette*, figurez-vous qu'il est entré en Egypte, dans l'espace de quelques mois, huit cent mille bœufs et autant de moutons, chèvres, chameaux, &c.....

Les trois quarts de ces animaux ont été jetés dans le N..., dont l'eau est l'unique boisson, car, la fameuse de Moïse excepté, il n'y a pas une seule source en Egypte.

Au mois d'octobre dernier, les chiens paraissaient à Damiette à une rive à l'autre du Nil et à 400 mètres environ ; ensuite se mouiller les pattes sur un pont formé des cadavres des bestiaux. Des agences de la Compagnie de Finlhac de Nyon